



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

Unité Départementale Rouen Dieppe

Arrêté du 14 MARS 2022

modifiant les modalités de bridage chiroptérologique des 5 éoliennes du parc éolien terrestre exploité par la société « Ferme éolienne du Mont Martin » localisé sur les communes de SMERMESNIL et SAINT-PIERRE-DES-JONQUIERES.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L.181-14 et R.181-45 ;
- Vu le décret du 1^{er} avril 2019 nommant M. DURAND Pierre-André préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-001 du 18 février 2022 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les arrêtés préfectoraux réglementant l'exploitation du parc éolien par la ferme éolienne du Mont Martin à SMERMESNIL et de SAINT-PIERRE-DES-JONQUIERES, à savoir l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 2015 et l'arrêté complémentaire du 2 novembre 2016 ;
- Vu la demande reçue par courriel le 18 février 2022 par la société ENERGIE TEAM ;
- Vu le rapport afférent au suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères et afférent au suivi de l'activité des chiroptères en altitude, par le bureau d'études Biotope en date de février 2022 ;
- Vu l'avis du service Ressources Naturelles de la DREAL Normandie en date du 2 mars 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2022 ;
- Vu la transmission le 08 mars 2022 du projet d'arrêté préfectoral dans le cadre du contradictoire ;
- Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriel en date du 08 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT

que la ferme éolienne du Mont Martin exploite sur les communes de SMERMESNIL et de SAINT-PIERRE-DES-JONQUIERES un parc éolien composé de 5 machines pour une puissance totale de 16 MW ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

2, rue Saint-Sever- BP 86002 - 76032 ROUEN CEDEX - ☎ 02 35 52 32 00
Site Internet : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>

que ce parc est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 2015 et par arrêté complémentaire du 2 novembre 2016 ;

que l'arrêté d'autorisation impose un protocole d'arrêt en faveur des chiroptères des éoliennes E1 et E2 en fixant des conditions cumulatives ;

que l'exploitant demande dans son courrier du 18 février 2022 la modification des modalités d'arrêt en faveur des chiroptères eu égard aux résultats du suivi environnemental réalisé en 2021 ;

que le rapport afférent au suivi environnemental 2021 préconise d'élargir la programmation d'arrêts des machines en faveur des chiroptères sur l'ensemble des éoliennes du parc du Mont-Martin et d'étendre cet arrêt sur l'ensemble de la nuit, par des vents inférieurs ou égaux à 3,3 m/s et à des températures supérieures à 10°C, sur la période allant du 1^{er} mai au 31 octobre de l'année ;

que l'application de ces conditions doit permettre de couvrir 90 % de la période d'activité des chauves-souris ;

qu'en dehors de l'observation en simultané de ces conditions, l'activité des chauves-souris est quasi nulle ;

que ces propositions constituent une bonne amélioration des modalités d'arrêt en faveur des chiroptères par rapport à la situation actuelle ;

que ces conditions sont régulièrement prescrites dans les arrêtés qui réglementent l'exploitation des parcs éoliens ;

que ces modifications ne sont pas de nature à changer de manière substantielle les conditions de fonctionnement du parc exploité par la ferme éolienne du Mont Martin, ni d'engendrer des impacts significativement différents de l'exploitation actuelle ;

qu'en conséquence, les modifications projetées peuvent être considérées comme notables, mais non-substantielles ;

que conformément aux articles R.181-45, L.181-3 et L.181-14, il convient de prescrire ces dispositions techniques complémentaires par arrêté préfectoral.

ARRÊTE

ARTICLE 1 -

La société "La Ferme Eolienne du Mont Martin", dont le siège social est situé 233, Rue du Faubourg Saint Martin – 75010 PARIS, et qui exploite un parc éolien terrestre constitué de 5 machines sur les communes de SMERMESNIL et de SAINT-PIERRE-DES-JONQUIERES est tenue de respecter les dispositions complémentaires suivantes:

ARTICLE 2 -

Les dispositions de l'article 6.I intitulé « mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux – Protection des chiroptères et de l'avifaune » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes:

« Pour limiter l'impact sur l'avifaune locale et les chiroptères, l'exploitant met en place un plan d'arrêt des machines en faveur des chiroptères quand les conditions suivantes sont réunies simultanément :

- sur toutes les machines (E1 à E5)
- du 1^{er} mai au 31 octobre
- du coucher au lever du soleil
- température extérieure supérieure à 10°C à hauteur de nacelle ;
- vitesse de vent inférieure ou égale à 3,3m/s à hauteur de nacelle ;
- en l'absence de précipitations.

L'exploitant conserve un enregistrement des conditions de fonctionnement des 5 éoliennes et des données relatives au suivi des critères précités permettant de justifier la bonne mise en œuvre du plan de bridage. Ces enregistrements sont complétés par un suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères.

L'exploitant pourra les cas échéant après remise des justificatifs nécessaires, demander une modification de prescriptions du présent arrêté préfectoral ».

ARTICLE 3 -

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre mois pour les tiers à compter de la date de publication (R.514-3-1 du code de l'environnement).

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires de SMERMESNIL et de SAINT-PIERRE-DES-JONQUIERES et à la société "La Ferme Eolienne du Mont Martin".

Fait à Rouen, le

1 4 MARS 2022

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
la secrétaire générale



Béatrice STEFFAN